

Déclaration de Varsovie

Pour des emplois industriels de qualité dans l'industrie européenne de la défense

Déclaration conjointe des syndicats représentant les travailleurs des industries de la défense

Bruxelles, 3 décembre 2024

Préambule

En réaction à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, les syndicats européens témoignent leur solidarité avec le peuple ukrainien, condamnent fermement l'agression de la Russie¹, à qui ils demandent de mettre un terme immédiat à la guerre. Nous appelons à la primauté de la diplomatie et du droit international, et nous croyons résolument qu'en dépit de la guerre actuelle, des initiatives de désarmement mondiales et contraignantes sont déterminantes pour assurer un avenir pacifique et démocratique pour tous reposant sur le multilatéralisme.

Plusieurs pays européens ont décidé d'envoyer des armes à l'Ukraine, rompant ainsi avec les politiques antérieures d'interdiction d'exportation d'armes vers des zones de guerre.

Cette invasion, et l'appel au soutien militaire lancé par l'Ukraine, a mis en lumière des décennies d'investissement insuffisant dans la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) et sa main-d'œuvre. Les syndicats pointent ce problème depuis des années, notamment en ce qui concerne les pénuries de compétences, le vieillissement de la main-d'œuvre et les difficultés à recruter de nouveaux travailleurs. Cette situation, conjuguée à des investissements limités dans les sites industriels, a empêché l'industrie d'accélérer sa production et d'atteindre les objectifs de l'UE en matière de munitions pour l'Ukraine. Une pression injuste est exercée sur les travailleurs du secteur de la défense, qui réclament une politique européenne industrielle de défense qui investisse dans les travailleurs et qui garantisse des emplois de qualité pour tous.

¹ https://news.industrialall-europe.eu/documents/upload/2022/7/637938416888707024_radeUnions4Peace-iAStatementWarUkraine-EN.pdf

La défense au centre des discussions de l'UE

La question de la garantie de la sécurité économique et militaire dans un contexte de menaces et de défis croissants est chaque jour davantage au centre des discussions aux niveaux européen et national.

En réaction à la guerre en Ukraine, l'UE a constaté que la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) comportait des problèmes concrets, notamment en raison de sa fragmentation et d'une normalisation insuffisante. C'est pourquoi la première [stratégie pour l'industrie européenne de la défense \(EDIS\)](#) a vu le jour en 2023, accompagnée d'un [programme pour l'industrie européenne de la défense \(EDIP\)](#) qui fait toujours l'objet de négociations entre les institutions européennes.

En outre, le secteur de la défense a été mis en avant dans le récent [rapport de Draghi sur la compétitivité de l'UE](#), dans lequel est présentée une liste de dix propositions concrètes soumises aux nouveaux décideurs politique de l'UE, notamment l'augmentation du financement, la coordination et l'élaboration d'une politique industrielle de défense de l'UE à moyen terme. Nombre de ces propositions ont été reprises dans la [lettre de mission de la Présidente de la Commission à l'attention du Commissaire délégué pour la défense et l'espace](#).

IndustriAll Europe reconnaît le désir de l'UE d'endosser un rôle politique géopolitique plus fort, notamment dans l'application des sanctions contre la Russie ainsi que ses efforts pour fournir des services et des produits de défense supplémentaires à l'Ukraine. Toutefois, la politique de défense reste une question de souveraineté nationale, et les initiatives de l'UE telles que EDIS ou EDIP, visant à renforcer la coopération intergouvernementale, doivent prendre en compte les compétences de l'UE par rapport à celles des États membres, ainsi que les capacités et les besoins nationaux en matière de défense. Il convient également de noter le rôle important de l'OTAN pour de nombreux États membres de l'UE.

Les syndicats soulignent que toute initiative européenne en matière de défense ou de sécurité ne doit pas se faire au détriment du progrès social, des droits des travailleurs et des conditions de travail.

L'UE doit garantir qu'en aucun cas les ressources allouées aux initiatives en matière de défense ou de sécurité ne proviennent d'une réduction des ressources consacrées aux objectifs sociaux. Des conditionnalités sociales fortes doivent être appliquées pour le financement du secteur de la défense comme pour tout autre secteur recevant des fonds publics.

Le rôle des travailleurs dans le secteur de la défense

À l'occasion des discussions de haut niveau sur l'avenir de la défense de l'UE, industriAll Europe rappelle aux décideurs politiques et aux entreprises de défense de l'UE l'importance des travailleurs. [Le règlement de l'UE relatif au soutien à la production de munitions \(ASAP\)](#) en est un bon exemple, industriAll Europe et les syndicats ont dû se battre² pour supprimer la proposition des États membres de ne pas respecter la directive européenne sur le temps de travail. L'idée de forcer les travailleurs à effectuer des heures supplémentaires est inacceptable, et il est de la responsabilité des entreprises et des États membres de

² <https://news.industrialall-europe.eu/Article/914>

veiller à ce que la main-d'œuvre soit suffisamment qualifiée pour répondre à la demande. **Les droits des travailleurs doivent être protégés**, notamment à travers des normes élevées en matière de santé et de sécurité, tant au niveau physique que psychosocial, en particulier en période de forte demande.

Sans travailleurs, il n'y a pas d'industrie européenne de la défense, et avec près de 500,000 emplois liés à l'industrie de la défense, nous voulons nous assurer qu'il s'agit d'emplois décents et de qualité. Les investissements dans la BITDE sont cruciaux, mais les investissements dans la main-d'œuvre sont tout aussi importants, notamment pour le développement et le perfectionnement des compétences ainsi que pour le recrutement et la formation de nouveaux travailleurs. Le secteur de la défense est un secteur hautement qualifié avec des emplois bien rémunérés, et il est impossible d'augmenter la production du jour au lendemain. L'intensification de la production demande du temps et des investissements, notamment pour recruter et former adéquatement de nouveaux travailleurs. C'est pourquoi **le dialogue social est indispensable, les partenaires sociaux doivent travailler ensemble pour cartographier et anticiper les changements dans le secteur de la défense afin de veiller à ce que les sites et la main-d'œuvre soient prêts.**

Avec l'augmentation de la demande de produits et de services de défense et les propositions visant à accroître les objectifs et le financement de l'UE pour ces produits fabriqués en Europe, industriAll Europe insiste sur un **investissement équitable à travers l'Europe** pour s'assurer que toutes les régions en bénéficient et que les emplois actuels sont sauvegardés et que de nouveaux sont créés dans toutes les régions d'Europe, la possibilité d'une coopération avec l'Ukraine devant être examinée. Étant donné que le secteur de la fabrication de matériel de défense dépend de la politique et des dépenses de défense, il convient d'accorder une attention particulière à la sécurité de l'emploi et de tout mettre en œuvre pour protéger les emplois, y compris en investissant dans la production à double usage lorsque cela s'avère nécessaire.

En demandant une politique industrielle de défense à moyen terme et un livre blanc sur l'avenir de la défense européenne dans les 100 premiers jours de la nouvelle Commission européenne, **industriAll Europe appelle à une stratégie industrielle de défense centrée sur les travailleurs qui garantisse des emplois industriels de qualité pour tous.**

Les syndicats européens du secteur de la défense s'accordent sur les principes suivants et demandent :

- Un **investissement concret à long terme dans le secteur européen de la défense**, depuis la recherche et le développement jusqu'aux installations de production de pointe en passant par la garantie d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et compétente.
- Des **investissements équitables à travers l'Europe** dans le but de garantir que toutes les régions en bénéficient, que les emplois actuels soient préservés et que de nouveaux emplois soient créés dans toutes les régions européennes, tout en envisageant une coopération possible avec l'Ukraine.

- Les ressources publiques destinées aux initiatives en matière de défense ou de sécurité **ne doivent pas se faire au détriment des ressources consacrées aux objectifs sociaux.**
- Une coopération entre toutes les parties prenantes, dont les syndicats, pour œuvrer à la **mise en place d'une base industrielle et technologique de défense européenne solide** afin de combler les lacunes actuelles en matière d'investissement et d'accroître les achats de produits et de services de défense fabriqués en Europe.
- **Un investissement de la part des entreprises de défense** dans leurs sites et leur main-d'œuvre et l'introduction de **conditionnalités sociales pour toutes les formes de financement public.**
- **Impliquer les syndicats dans le contrôle des plans d'investissement des entreprises**, dans le respect d'un dialogue social de qualité, des droits des travailleurs à l'information et à la consultation et des conventions collectives.
- Le **plein respect des droits des travailleurs**, y compris la directive européenne relative au temps de travail. Les objectifs de l'UE ne sont pas une excuse pour contraindre les travailleurs à effectuer des heures supplémentaires.
- Le respect total de **normes élevées en matière de santé et de sécurité au travail**, notamment en ce qui concerne les risques psychosociaux.
- **Une analyse et une cartographie détaillées** de la production future menées par les partenaires sociaux et les décideurs politiques afin de veiller à ce que les sites et la main-d'œuvre soient adéquatement préparés.
- Une **transition juste** sur le plan écologique et numérique pour tous les travailleurs et toutes les régions.
- **Une répartition équitable des fonds européens** afin de garantir que toutes les régions du secteur de la défense en bénéficient et qu'aucun travailleur ne soit laissé pour compte.
- Aux partenaires sociaux d'envisager la possibilité d'une **approche à double usage** pour contribuer au maintien des travailleurs dans l'emploi compte tenu de la nature cyclique du secteur de la défense.
- **Une stratégie ambitieuse en matière de compétences pour l'industrie de la défense**, incluant l'anticipation du changement, un investissement dans le développement et le perfectionnement des compétences, et un renforcement des efforts pour recruter de nouveaux jeunes travailleurs pour l'avenir.
- **Des emplois industriels de qualité** pour tous les travailleurs du secteur de la défense en Europe.